

lité du gouvernement à cette question avec laquelle notre pays est aux prises.

**Le sénateur Perrault:** Bravo! Bravo!

**Le sénateur MacEachen:** Tout le monde a un point de vue sauf le gouvernement, parce qu'il a peur de nous dire quel est son point de vue.

**Des voix:** Bravo!

**Le sénateur Murray:** Honorables sénateurs, faisons en sorte qu'il soit inscrit au compte rendu que les propos exacts tenus par mon collègue le secrétaire d'État, M. Bouchard, étaient que le recours à la clause de dérogation était un acte parfaitement légitime et légal dans le contexte de notre Constitution actuelle. J'ai moi-même dit la même chose. Plus simplement, s'il fallait rejeter le blâme sur quelqu'un, c'est sur le grand défenseur des droits et libertés, Pierre Trudeau, qu'il faudrait le faire, car c'est lui qui a accepté...

**Le sénateur Frith:** Oh, oh! Le croyez-vous vraiment?

**Le sénateur Perrault:** Les conservateurs vont vous aimer!

**Le sénateur Murray:** ... qui a accepté, dis-je, que cette clause de dérogation figure dans la Charte des droits et libertés.

**Le sénateur Frith:** Docteur Barootes, avez-vous un autre comprimé de Valium pour votre collègue?

**Le sénateur Barootes:** Avez-vous mal?

**Le sénateur Molgat:** L'avez-vous eu au lac Meech?

**Le sénateur Murray:** Personne ne devrait s'étonner qu'un gouvernement ait recours à cette disposition de notre Charte des droits et libertés.

**Le sénateur Frith:** C'est tout simplement navrant!

● (21 50)

**Le sénateur MacEachen:** Il est intéressant de constater que, pour expliquer la politique du gouvernement, le ministre a si peu d'arguments à présenter qu'il n'a pas trouvé mieux que de s'en prendre à notre ancien premier ministre, M. Trudeau. Lorsque M. Trudeau est venu passer cinq heures parmi nous pour discuter de l'Accord du lac Meech et des droits de la personne, le leader du gouvernement n'a pas trouvé le courage d'assister à la séance pour l'affronter directement. Le sénateur Murray s'est absenté pour éviter de montrer qu'il n'avait pas de politique, mais il s'attaque maintenant à M. Trudeau en son absence. Voilà le courage du gouvernement.

**Le sénateur Frith:** Ce sera consigné au compte rendu!

## L'AGRICULTURE

### LE PROGRAMME D'AIDE AUX VICTIMES DE LA SÉCHERESSE—ON DEMANDE DES PRÉCISIONS

**L'honorable H. A. Olson:** Honorables sénateurs, je ne voudrais pas poser une autre question avant qu'on en ait fini avec celle-ci...

**Le sénateur Barootes:** Allez, une question sur l'agriculture!

**Le sénateur Olson:** Très bien, je vais en poser une sur l'agriculture, mais j'en aurai deux ou trois autres. Je voudrais savoir ce qu'il est advenu du programme d'aide aux victimes de

la sécheresse que des porte-parole du gouvernement ont annoncé deux ou trois jours avant les élections. Les agriculteurs n'ont pas encore reçu d'argent. A notre connaissance, aucun programme n'a été mis en place et nous n'avons entendu parler ni de critères d'admissibilité à l'aide ni de formule à appliquer.

Je présume que le ministre prendra note de la question, mais je dois dire que c'est là une situation bien triste. Les producteurs céréaliers qui sont concernés au premier chef ne savent pas encore s'ils seront admissibles ni combien ils pourront obtenir. J'admets qu'un programme a été annoncé à l'intention des éleveurs, mais on ne sait rien encore dans le cas des céréaliculteurs.

En réponse à des questions qui lui ont été posées à ce sujet il y a quelques jours, le ministre de l'Agriculture, M. Mazankowski, s'est limité à dire que le gouvernement honorerait ses engagements. Il n'a donné aucun autre détail, donc personne ne sait ce que sera le programme. Évidemment, le leader du gouvernement a assisté aux réunions du Cabinet. Pourrait-il nous dire maintenant s'il nous donnera au moins un bref aperçu du programme, des critères d'admissibilité et de la formule de calcul des paiements?

**L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales) et ministre suppléant des Communications):** Honorables sénateurs, je m'acquitterai de cette tâche.

## LES NATIONS-UNIES

### LE DISCOURS DU PRÉSIDENT GORBATCHEV—LA RÉPONSE DU CANADA

**L'honorable H.A. Olson:** Honorables sénateurs, il y a une autre question importante sur laquelle je voudrais attirer votre attention ce soir, étant donné que cette période de questions sera la seule que nous aurons cette semaine. Le leader du gouvernement cherchera-t-il à obtenir des renseignements concernant la date à laquelle le Canada répondra au discours du président Gorbatchev devant l'assemblée générale des Nations Unies, dans lequel il a exposé un certain nombre d'initiatives extrêmement importantes? Bien qu'il n'ait parlé d'aucun critère ou action complémentaire concernant la réduction des armements, il a annoncé une action unilatérale à cet égard. Il m'apparaît que les États-Unis sont dans une position embarrassante, car ils sont en transition entre deux administrations et ils doivent, en tant que puissance du monde occidental, consulter leurs alliés avant de répondre au discours, mais le Canada n'est pas dans cette position. Nombre de fois par le passé, le Canada a montré, pas avec le gouvernement actuel, mais avec des gouvernements antérieurs, qu'il peut apporter une contribution utile en jouant un rôle prépondérant dans des questions de ce genre.

M. Gorbatchev a également fait une proposition globale qui nous permettrait de nous attaquer aux problèmes difficiles que nous éprouvons au chapitre de l'environnement. Il nous a offert la station spatiale de l'URSS pour exercer une surveillance de l'environnement sous les auspices des Nations Unies. Quand le Canada va-t-il répondre à ces ouvertures? Une telle occasion ne durera pas indéfiniment.

Le président Gorbatchev a également fait des propositions constructives concernant la dette écrasante des pays du tiers